

NIGERIA: Crédibilité et risques en suspens¹



Dr. Yves Ekoué Amaïzo

Le Nigéria, Etat fédéral avec un régime présidentiel, n'a pas été invité au G20 du 2 avril 2009. D'aucuns disent qu'avec l'activisme hors pair de l'ex-Président Olusegun Obasanjo, lequel est resté, au pouvoir entre mai 1999 et mai 2007, cela n'aurait pas été possible. La santé vacillante de l'actuel Président Umaru Yar'Adua y est certainement pour quelque chose.

1. Mandat sans renouvellement pour Umaru Yar'Adua ?

Pourtant sous le Président Olusegun Obasanjo, quatre principaux indicateurs se sont paradoxalement détériorés : l'inégalité, alliée à la pauvreté, n'a pas fondamentalement reculé ; les infrastructures ne se sont pas véritablement améliorées ; la corruption tolérée et institutionnalisée a eu raison des nombreuses personnalités éthiques qui souhaitaient redorer l'image du pays ; et il est encore extrêmement risqué d'y faire des affaires sans mauvaises surprises qui viennent grever les coûts du fait de la criminalité, les raquettes fiscales officieuses et une sorte d'intégration dans des réseaux locaux parallèles sans lesquels la pérennisation d'une affaire est régulièrement mise en péril. Le risque y est donc très grand pour tout investisseur surtout si l'on sort du secteur des hydrocarbures. D'après les notations indépendantes sur les risques pays de l'Economist Intelligence, le risque politique est très élevé, CCC (voir encadré 1). En effet, si les problèmes chroniques de santé devaient persister au point de conduire l'actuel président, un musulman du nord du pays, à la démission, ce serait le vice-président Goodluck Jonathan, un chrétien du sud, placé, selon les rumeurs, par l'ex-président Obasanjo, lui-même chrétien du sud, qui finirait le mandat. Cette perspective risque de ne pas être acceptée par les pouvoirs du nord et pourrait déstabiliser le sommet du pouvoir² au Nigéria.

Pourtant le Président Umaru Yar'Adua affiche une volonté réelle de tordre le coup à la corruption au point où ceux qui sont impatients de voir des résultats, le critiquent sur la lenteur

dans ses prises de décisions. Cela tend à décrédibiliser ses actions et ouvre la porte à des doutes sérieux et persistants sur la volonté réelle de son parti politique de lui renouveler son soutien pour les prochaines élections prévues en avril 2011.

Le Président Umaru Yar'Adua a pris les rênes du pouvoir le 29 mai 2007 avec près de 70 % de votes favorables et son parti, le PDP (People's Democratic Party), a remporté 28 sur 36 Etats de la République fédérale du Nigéria, ce qui lui octroie une large majorité à l'Assemblée nationale. La communauté internationale avait mollement critiqué les conditions dans lesquelles les élections s'étaient déroulées (fraudes, problèmes logistiques, etc.) puisqu'il était plus important d'assurer une succession électorale pacifique entre deux "*candidats civils*" tout en préservant la stabilité. Avec les prochaines élections nationales de 2011, le bilan à mi-parcours reste mitigé avec un sentiment général de retrait du Président sur la scène politique internationale comme au demeurant régionale. La santé du Président nigérian et sa volonté de moraliser l'économie ne semblent toujours pas faire l'unanimité. Dans un tel contexte, les apprentis-investisseurs feraient bien de préparer mieux leurs dossiers en cherchant des appuis sur le terrain.

2. Investisseurs occasionnels au Nigéria : s'abstenir ?

Le risque santé est devenu préoccupant au Nigéria. L'augmentation du taux de morts subites dans le pays pour cause de maladies cardiaques et d'hypertension artérielle et le coût exorbitant des hôpitaux (10 fois plus que la concurrence du secteur privé) ont conduit une société locale à installer à l'aéroport international de Lagos des tensiomètres à des fins de vérifications de l'état du rythme cardiaque³.

Un système d'alerte similaire adapté aux entreprises installées au Nigéria pourrait révéler que ceux qui y sont installés de longue date sont ceux qui font de bonnes affaires.

Un grand nombre d'entreprises actives dans le développement des capacités productives réalisent des bénéfices. En guise d'exemple dans le secteur du ciment et selon Emmanuel Oloruntoki, Directeur financier, la société Lafarge Cement, WAPCO Nigeria Plc., a réalisé un bénéfice net de 12,1 milliards nairas en 2008, ce qui représente une hausse de 15 % par rapport à 2007⁴. Ces résultats auraient même été meilleurs si l'entreprise ne faisait pas l'objet d'interruptions intempestives dans la fourniture d'électricité et de gaz naturel au point d'amener la société à satisfaire la clientèle avec des importations de clinker. Sur le fond, si une société de production se met à faire de l'importation de son produit phare au lieu de produire sur place, c'est qu'il y a une contradiction dans la gouvernance économique de l'Etat.

C'est justement cette importation "*manque à gagner*" pour l'économie locale qui a été critiquée par un groupe d'experts et économistes nigériens⁵ qui ont suggéré d'utiliser la politique fiscale pour limiter la croissance des importations dans le court terme et d'adopter une politique d'amélioration des capacités productives du pays sur le long terme, ceci en parallèle avec une politique vigoureuse d'investissement. La dépendance du pays vis-à-vis des exportations des hydrocarbures reste une préoccupation majeure et tend à influencer sur la dégradation de la valeur de la monnaie nationale, le Naira, du fait d'une trop grande libéralisation du marché nigérian, accélérée sous la Présidence d'Obasanjo. C'est aussi à cette diversification (voir encadré 4) qu'appelle l'ex-ministre des finances du Nigéria devenue l'actuelle vice-présidente de la Banque

mondiale pour l'Afrique, Obiageli Ezekwesili⁶, laquelle avait perdu son poste ministériel pour avoir voulu "auditer" la corruption sans prendre en considération les forces de résistance endogènes. Celles-ci finirent par convaincre à l'époque le Président Obasanjo de la relever de ses fonctions. Aujourd'hui, l'ex-dauphin du Président Obasanjo, Charles Chukwuma Soludo, actuel Gouverneur de la Banque centrale nigériane (BCN), pressenti un moment comme potentiel vice-président par le même Obasanjo sur le ticket du parti au pouvoir pour la présidentielle de 2007⁷, semble avoir été "lâché politiquement" par son parrain pour les mêmes raisons.

Après avoir réussi en un temps record (4 ans) la restructuration des banques nigérianes alors que l'Afrique du Sud eut besoin de 20 ans, le Gouverneur Soludo a imposé l'augmentation du capital des banques avec un minimum de 190 millions de \$ US, réduisant le nombre des banques de 89 à 25 dont une dizaine avec un capital de 4 milliards de \$ US. Ouvrant le capital aux banques étrangères, il a aussi interdit qu'elles puissent prendre le contrôle des banques locales. 26 banques ont tout de même été supprimées pour n'avoir pas pu répondre aux nouvelles exigences de la BCN⁸. A son actif, il convient de rappeler que c'est aussi lui qui a poussé à la stabilisation de la monnaie nationale, le Naira, en contribuant à faire tomber l'inflation de 12 % en 2002 à 5,4 % en 2007⁹. Aujourd'hui, les dernières estimations sont autour de 11,5 % en 2008 et 11 % en 2009¹⁰. On est passé d'une pléthore de taux de change avec des spéculateurs illicites sur un marché "noir" qui travaillaient pignon sur rue à une devise avec deux taux : officiel et parallèle. La valeur du Naira a été divisée par 100 et l'ex-billet de 1000 Naira est devenu 10¹¹.

Le Gouverneur de la Banque centrale du Nigéria (CBN), le Professeur Chukwuma Soludo, a rappelé que seuls 6,2 % des 7,8 trillions de nairas d'engagements (encours de crédit) à la fin mars 2009 peuvent être considérés comme non-performants¹². Aucune banque commerciale ne devrait donc déposer son bilan du fait de la crise et de la récession mondiale. Les plafonds de réescompte ont été assouplis et la banque centrale s'est engagée à éviter toute faillite bancaire.

A chaque fois, ces réformes en profondeur ont suscité des critiques sévères de la part des "conservateurs et rentiers africains" mais face au succès sur le terrain, des rancœurs se sont accumulées car ceux qui profitaient du désordre financier ne pouvaient aussi accepter des normes contraignantes de régulation financière. Bref, cette politique a eu pour effet de démultiplier l'encours du crédit par cinq et faire que ce sont les banques qui représentent dorénavant plus de 61 % de la capitalisation boursière au *Nigerian Stock Exchange* (NSE)¹³. Aussi, le NSE est passé de 4,2 milliards de \$ US en 2000 à 86,3 milliards de \$ US de capitalisation boursière en 2007, avec un nombre de sociétés nationales cotées passant de 195 à 212 sociétés pour les mêmes années¹⁴, loin derrière l'Afrique du Sud mais largement au-dessus de la Côte d'Ivoire (voir encadré 2). Mais avec un index de protection des investisseurs de 5, soit médiocre, le Nigéria risque de voir d'autres pays comme le Ghana attirer les investisseurs étrangers (voir encadré 2). Il était manifestement difficile de faire entrer le Nigéria dans le G20 comme pays émergent.

3. Diffusion tentaculaire de la crise financière

Le pays subit de plein fouet les conséquences collatérales de la crise financière.

Selon le ministre des Finances, Mansur Muhtar, avec la baisse des recettes d'exportations de pétrole brut, le déficit budgétaire de -2,7 % en 2008 devrait atteindre -5,5 % du produit intérieur

brut (PIB) en 2009 alors que la dette publique de 14,6 % en 2008 a augmenté d'un tiers, passant à 22,9 % du PIB pour la même période. La balance commerciale excédentaire en 2008 avec 31,7 milliards de \$ US est en chute libre, passant à -3,4 milliards de \$ US en 2009. La crise financière a paradoxalement touché tous les secteurs de l'économie avec un recul plus marqué dans les services en 2009 avec 4 % de croissance au lieu des 12 % en 2008, -1,6 % dans l'industrie en 2009 contre 3,3 % en 2008 et dans l'agriculture avec 7,5 % en 2009 contre 9,5 % en 2008¹⁵. Le taux de change s'en est ressenti avec 1 \$ US qui est passé de 119,28 Naira en 2008 à 151,92 Naira en 2009, voire 165 Naira en 2010 selon les projections récentes¹⁶. Les réserves internationales ont chuté passant de 59,8 milliards de \$ US en 2008 à 45,4 milliards de \$ US en 2009 avec des prévisions autour de 36,6 milliards de \$ US en 2010. Il ne faut donc pas s'étonner de la chute de la croissance économique stabilisée autour de 6 % entre 2004 et 2008, passant à 2,7 % en 2009 (voir encadré 3), ce qui se reflète directement sur la neutralisation de la consommation privée passant d'une croissance de 8 % en 2008 à 1,3 % en 2009¹⁷.

Avec la chute du Naira par rapport au \$ US de 119,28 en 2008 à 151,92 en 2009 pour un \$ US, soit une chute de plus de 20 % de sa valeur, c'est toute la politique de la Banque centrale et indirectement le Gouverneur Soludo que l'on tente de rendre responsable. C'est la crainte de la dévaluation du Naira alors que les réserves extérieures du pays restent substantielles passant pour la même période de 59,8 milliards de \$ US à 54,4 milliards de \$ US. En réalité, ce sont les 20 % d'importations de produits manufacturiers, les 12,4 % de produits chimiques et les 14,7 % de machines et équipements de transports qui verront leurs prix augmenter alors que les 82,5 % du pétrole et les 14,8 % de gaz naturel exportés¹⁸ par le pays se solderont par un manque-à-gagner substantiel pour le budget de l'Etat.

Par ailleurs, c'est aussi tout un dispositif de lutte contre la fraude dans les établissements bancaires que constituent les contrôleurs résidents (resident examiners) au sein même des institutions financières qui est décrié sans parler d'un système électronique d'analyse financière, d'alerte et de surveillance financière installé dans toutes les banques. Aussi, paradoxalement, c'est la monnaie qui est tenue responsable des maux du pays, ce qui fait dire au Président de l'Association des industriels nigériens, Alhaji Bahir Borodo, que le Gouverneur de la Banque centrale *"va être responsable de l'augmentation de 35 % à 37 % du coût des matières premières importées et ce sont les populations qui devront le supporter"*¹⁹. Mais personne ne mentionne la non-compétitivité de certaines industries locales, ni le fait que de trop nombreux industriels locaux importent les matières premières, l'emballage et subissent directement les coûts de transaction.

Alors une perte de valeur du Naira de 20 %²⁰ ou une dévaluation à terme ne pourra que réduire leur marge même si l'essentiel des coûts additionnels risque d'être transféré en dernier ressort sur le consommateur. En réalité, c'est tout le problème de la compétitivité des industries locales qui est posé. Il devient urgent de revoir les modes de production qui ont favorisé des industrialisations non fondées sur l'intégration des chaînes de valeur. Avec une autre enquête démarrée dans la presse locale le *"National Daily"* qui demande au gouverneur de la Banque centrale de s'expliquer sur le retrait de fonds de l'Etat placés auprès de l'institution financière Africa Finance Corporation (AFC), conçue sur le modèle de l'International Finance Corporation (IFC), le bras privé du groupe de la banque mondiale, pour les rétrocéder à trois banques de première importance dans le pays (voir encadré 5 : la liste des 10 premières banques nigériennes), il y a comme un début de remise en cause de toute la politique de la Banque centrale et donc du Gouverneur. Faut-il rappeler que depuis la restructuration des banques, l'Etat peut faire fructifier

ses énormes réserves financières dans les banques ainsi réformées, à condition d'avoir des partenaires étrangers...

Compte tenu de la difficulté souvent en Afrique de passer le cap des fluctuations monétaires importantes sans trouver un bouc-émissaire commode que constitue en l'espèce le Gouverneur Soludo, il y a des chances de croire que des combats d'arrière-garde politiques sont en cours et que la rigueur de la Banque centrale pourrait gêner les *"bonnes vieilles habitudes"* de financement non transparent des groupes de pression. Pourtant le Président actuel a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille. Des groupes seraient-ils organisés au point de tenter de neutraliser et le Gouverneur de la Banque centrale et le Président de la République fédérale ? En effet, lorsque les informations récoltées donnent lieu à des enquêtes financières, c'est le Sénat, notamment sa commission des finances, qui peut entrer en jeu. Il est actuellement question de récupérer des crédits de complaisance, non remboursés, qui ont été alloués par des banques en difficulté (Fortune Peak et Triumph²¹) à certains des anciens dirigeants. Le Sénat peut aller jusqu'à installer une petite équipe opérationnelle assistée de la Banque centrale et des sociétés d'assurance impliquées. Cette traque témoigne malgré tout de la volonté réelle des autorités nigérianes de ramener de la transparence et d'assainir les pratiques bancaires et monétaires dans ce pays.

Les fonctionnaires de l'Administration nigériane font parfois du zèle quand les montants des pots-de-vin apparaissent comme insignifiants ou que tous n'ont pas été correctement rétribués. C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre le retour à la surface d'une affaire de 2001, dénoncée par l'ex-président Obasanjo, où les corrompus locaux ne sont pas exempts de tous soupçons et les corrupteurs, un groupe français d'électronique et de défense SAGEM, devenu SAFRAN, est soupçonné d'avoir versé d'importantes sommes pour obtenir le marché *"vache à lait"* de la production de cartes d'identités au Nigéria²². Il faut être *"deux"* pour lutter contre la corruption.

4. La poudrière du Delta du Niger et ses ramifications

Un rapport confidentiel, s'il est rendu public, risque de poser à nouveau le problème de la fermeté dans la lutte contre la corruption et le crime organisés. En effet, le rapport confidentiel adressé à la Présidence de la République porte sur les actes de pillage et de sabotage dans la riche région du Delta du Niger au Nigéria. Le manque-à-gagner pour cette région serait de 23,7 milliards de \$ US en seulement huit mois²³. Le nombre de personnes tuées avoisinerait 1000 personnes au cours de cette même période avec près de 300 personnes prises en otages. La société nationale du pétrole (Nigeria National Petroleum Corporation (NNPC)) a annoncé récemment des manque-à-gagner d'environ 2, 2 milliards de \$US en moyenne par mois en 2008.

Avec la fin du cessez-le-feu dans le Delta du Niger, l'insécurité risque d'augmenter. Mr Mitee, un dirigeant politique du Ogoniland qui réclame depuis des lustres un partage équitable de la manne pétrolière et surtout une prise en compte de la préservation de l'environnement, a lancé cette phrase significative du risque et de son coût pour la paix : *"Si nous devons acheter la paix, nous aurions dépensé moins que ce que nous avons perdu dans cette crise"*. Il s'agit là des attaques sauvages des militants contre les installations pétrolières et des vols de pétrole brut. Le manque-à-gagner est d'environ 500,000 barils par jour de production ce qui fait que le Nigéria qui

produisait au mieux 2,6 millions de barils par jour voit sa production fluctuer aujourd'hui entre 1,6 et 2,2 millions de barils par jour. Sans solution globale, ni vision à long terme de la part du Président Umaru Musa Yar'Adua, le rapport propose une amnistie aux militants s'ils acceptent de désarmer. L'offre est déjà rejetée. Le risque d'escalade du conflit reste présent et le coût d'un échec durable pourrait se révéler préjudiciable pour l'ensemble du budget fédéral. C'est l'incapacité à trouver une solution à la subsidiarité et au partage des pouvoirs entre l'État fédéral et les régions fédérées qui refait surface avec acuité.

Les revenus du pétrole sont passés de 2,2 milliards par mois en janvier 2008 à 1 milliard par mois en janvier 2009, ce qui constitue une chute de plus de 50 % des recettes qui vient s'ajouter aux sévères coupes liées aux respects des quotas de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (OPEP). Le Directeur général du Group NNPC, Dr. Mohammed Bakindo, se contente de donner comme explication la chute spectaculaire du prix du pétrole brut qui est passé de 150 \$ US par baril en 2008 avec une moyenne de 98 \$ US par baril à 43 \$ par baril actuellement²⁴. Le Nigéria, actuellement le 8^e plus grand exportateur de pétrole brut, pourrait voir cette position remise en cause avec des risques en suspens et une crédibilité internationale en demi-teinte. La pauvreté pourrait réveiller des volcans de violence endormie là où le mixage ethnique reste explosif dans des villes comme Lagos, Kano, Kaduna ou dans les Etats comme Anambra, Plateau, Benue ou encore Taraba²⁵ où la tension monte.

Un espoir est en train de naître grâce à un amendement à la loi que le Gouvernement vient d'introduire pour faciliter l'accès et le transfert de propriété de l'espace nigérian²⁶. Il ne faut pas s'étonner de l'arrivée massive d'ex-proprétaires blancs du Zimbabwe ou d'Afrique du Sud au Nigéria pour mettre en valeur les terres agricoles dans le cadre d'un contrat de concession à long terme d'un nouveau genre²⁷.

Dr. Yves Ekoué Amaïzo
Directeur du groupe de réflexion, d'action, l'influence « Afrology »
11 avril 2009

**Encadré 1 : Notation du Risque pays – Nigéria
Economist Intelligence, 2008**

Risque souverain	Risque sur la monnaie (Naira)	Risque du secteur bancaire	Risque politique	Risque de la structure économique
BB	BB	B	CCC	BB

Source : EIU, *Country Finance 2008*, p. 4.

**Encadré 2 : Marché des valeurs mobilières : indicateurs choisis
Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Egypte, Nigeria**

Afrique du Sud		Côte d'Ivoire		Egypte		Ghana		Nigeria	
2000	2007	2000	2007	2000	2007	2000	2007	2000	2007
Capitalisation boursière, 2000 – 2007 (en milliards de \$ US)									
204,9	833,5	1,1	8,3	28,7	139,2	0,5	2,3	4,2	86,3
Nombre des sociétés nationales cotées à la Bourse locale									
616	422	41	38	1 076	435	22	32	195	212
Index de protection des investisseurs, juin 2007* (0 = minimum et 10 = maximum de protection)									
	8		6		7		7		5

Source : World Bank, *WDI 2008*, pp. 280-282
*Ibid, pp. 276-278.

Encadré 3 : Croissance du PIB, Consommation privée, Compte courant et Réserves internationales

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Croissance du PIB réel (en %)	6,4	6,5	6,0	6,2	6,8	2,7	4,4
Consommation privée (Changement annuel en %)	3,1	7,4	7,5	8,3	8,0	1,3	2,3
Solde du Compte courant (en milliards de \$ US)	4,3	8,0	13,7	2,1	5,1	-13,7	-9,4
Réserves internationales (en milliards de \$ US)	16,9	28,2	42,2	51,3	59,8	45,4	36,6

Source : EIU, *Nigeria Country Report* March 2009, p. 16 et IMF, *International Financial Statistics* and Central Bank of Nigeria

Encadré 4 : Anticipation : Préparer l'énergie nucléaire au Nigéria

Les formes que prene la diversification permettent aussi d'organiser l'indépendance énergétique du Nigéria en dehors des hydrocarbures. Aussi, un accord est intervenu en mars 2009 entre l'Etat fédéral nigérien et la société russe Rosatom Corp pour développer l'exploitation minière d'uranium, construire des centrales nucléaires, développer la recherche sur l'énergie nucléaire et partager le savoir¹. Ceci vient en complément d'une centrale thermique de 6 000 MW qui devrait être opérationnelle pour fin 2009.

Source : Les Afriques, "Nigéria : signature d'un accord sur l'énergie nucléaire avec la Russie", in *Les Afriques*, 27 mars 2009, voir <http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-signature-d-un-accord-sur-l-energie-nucleaire-avec-la-r.html?Itemid=73?articleid=14630>

Encadré 5 - Nigéria: Dix premières banques nationales, septembre 2007	
	Actifs
1. United Bank for Africa	1 191,0
2. Zenith Bank	972,8
3. First Bank	884,6
4. Intercontinental	704,8
5. Union Bank	667,8
6. Guaranty Trust Bank	552,0
7. Bank PHB	382,0
8. Oceanic Bank	371,6
9. Access Bank	328,6
10. Diamond Bank	320,4

Source: Afrinvest Research, in EUI, Country Finance: Nigeria 2008, p. 11

- ¹ Voir aussi une version abrégée dans *Risques internationaux*, numéro 118, avril 2009.
- ² The Economist, "Nigeria: What if the president goes?", in *The Economist*, April 11th, 2009, pp. 37-38.
- ³ Voir *Les Afriques*, 9 avril 2009, <<http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-l-aeroport-de-lagos-equipe-de-tensiometres.html?Itemid=73?articleid=15058>>; il s'agit de la société Geolaboratory Nigeria Limited.
- ⁴ *Les Afriques*, 5 avril 2009, <<http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-lafarge-realise-12-1-milliards-nairas-de-benefices-nets-en.html?Itemid=73?articleid=14907>>
- ⁵ Voir *les Afriques*, 1^{er} avril 2009, <<http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-comment-sauver-la-monnaie-nationale.html?Itemid=73?articleid=14775>>
- ⁶ The World Bank, "Atténuer les effets de la crise en Afrqne, Lusaka, Zambie, 9 avril 2009, *African Press Organization (APO)*/ <<http://appablog.wordpress.com/2009/04/09/la-vice-presidente-de-la-banque-mondiale-pour-l%e2%80%99afrique-invite-les-pays-africains-a-transformer-leurs-economies-pour-attenuer-les-effets-de-la-crise-economique-mondiale/>>
- ⁷ Cherif Elvalide Seye, "Charles Chukwuma Soludo, l'homme de la restructuration bancaire du Nigéria", 04 février 2009, Dakar, in *Les Afriques*, <<http://www.lesafriques.com/africain-de-la-semaine/charles-chukwuma-soludo-l-homme-de-la-restructuration-bancaire-du-ni.html?Itemid=195?article=12748>>
- ⁸ Ibid.
- ⁹ EIU, *EIU, Country Report*, March 2008, p. 8.
- ¹⁰ Ibid.
- ¹¹ Sayo Akintola, "Death of the Naira", 2003, *African Newspapers of Nigeria*, [Nigerian-Tribune.com](http://www.nigerian-tribune.com), voir <http://news.biafranigeriaworld.com/archive/2003/nov/29/0033.html>
- ¹² *Les Afriques*, "Nigeria : La Banque centrale empêchera toute faillite", in *Les Afriques*, 8 avril 2009 <http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-la-banque-centrale-empechera-toute-faillite-bancaire.html?Itemid=73?articleid=15033>
- ¹³ Cherif Elvalide Seye, op. cit.
- ¹⁴ World Bank, *WBI 2008*, p. 281
- ¹⁵ EIU, *Nigeria Country Forecast*, p. 11.
- ¹⁶ EIU, *Nigeria Country Report* March 2009, p. 16.
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ Ibid, p. 3.
- ¹⁹ Cherif Elvalide Seye, op. cit.
- ²⁰ EIU, op. cit., p. 7.
- ²¹ *Les Afriques*, "Nigéria : le Sénat veut récupérer les crédits de complaisance", in *Les Afriques*, 23 mars 2009, voir <<http://www.lesafriques.com/nigeria/nigeria-le-senat-veut-recuperer-les-credits-de-complaisance.html?Itemid=73?articleid=14640>>
- ²² RFI, "Le groupe d'électronique Safran soupçonné de corruption", in *Radio France internationale*, 11 avril 2009, voir <http://www.rfi.fr/actufr/articles/112/article_80036.asp>
- ²³ Chika Amanze-Nwachuku, "Nigeria: Niger Delta - Country Loses U.S. \$24 Billion Oil Revenue in Nine Months", in Agency Report, viewed on *Allafrica.com*, 9 April 2009, <<http://allafrica.com/stories/200904090112.html>>
- ²⁴ Ibid.
- ²⁵ Ibid, p. 5.
- ²⁶ *EIU, Country Report: Nigeria*, March 2009, p. 2.
- ²⁷ Chike E. Okafor, "Nigerian government intrusion in private affairs - matter of white farmers", Janvier 2004, voir http://www.nigerdeltacongress.com/narticles/nigerian_government_intrusion_in.htm et Ofeibea Quist-Arcton, "Zimbabwean Farmers Find a New Life in Nigeria", 22 March 2006, voir <<http://www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=5288362>>